

Energies renouvelables

L'après-pétrole, à plein gaz

Le pétrole est au centre de tous les enjeux. Il suscite toutes les convoitises. Les grandes puissances ont bâti leur prospérité économique et consolidé leur hégémonie au travers du contrôle et de l'approvisionnement permanent en hydrocarbures. C'est une question de sécurité nationale de la plus haute importance. En fait, cette énergie fossile est au cœur même de la survie d'une nation. Or, les analyses les plus faibles, les prévisions les plus lucides n'hésitent pas à parler d'un tarissement, inéluctable, et, d'une raréfaction, inexorable, du pétrole. C'est un spectre qui hante l'humanité. L'après-pétrole est une réalité qui s'incruste dans les esprits, une évidence qui s'impose d'elle-même. Et les pays sont de plus en plus nombreux à réfléchir, sérieusement à cette éventualité. Comme aime à le répéter l'historien Fernand Braudel, l'avenir ne se prévoit pas, il se prépare. Aussi la lancinante problématique du développement des énergies de substitution n'est plus une affaire d'écologistes soucieux de débarrasser la planète de la pollution mais un pari stratégique. La consommation frénétique de ce que l'on appelle, communément, l'or noir n'est pas éternel. Pris encore, elle est limitée dans le temps et dans l'espace. C'est un constat que le Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, a fait avec beaucoup de franchise. « Il est dangereux, voire suicidaire, de continuer à envisager l'avenir du pays en comptant sur la pérennité illusoire des ressources pétrolières ».

Dès lors s'instaure l'obligation incontournable d'apprendre à vivre, à se développer et garantir son existence sans secours de cette source d'énergie. Le bon sens et la sagesse l'affirment sans coup férir.

Partant du postulat, unanimement admis par l'ensemble de la communauté universelle, que le pétrole est appelé à disparaître, que la perspective de son épuisement est inévitable, la course est ouverte à la promotion des énergies renouvelables ou de substitution.

Tous les regards sont rivés sur ces énergies nouvelles. Le nucléaire utilisé à des fins pacifiques, le solaire, les biocarburants et l'énergie éolienne sont, aujourd'hui, autant de pistes à explorer, autant de d'expériences à parfaire, autant d'atouts à saisir. Rappeler que l'Algérie investit avec sérieux dans les énergies nouvelles, c'est réaffirmer une option qui s'inscrit en droite ligne dans l'après-pétrole. L'œuvre n'a rien de chimérique. Il s'agit dès à présent de veiller à résoudre un problème, intime, lié à des impératifs de sécurité énergétique. Il ne faut donc pas succomber aux pièges et au chant des sirènes d'une source d'énergie candidate au tarissement ou à l'épuisement. L'Algérie s'y attelle au moins pour trois raisons : la majorité de nos recettes d'exportation proviennent de l'exploitation des hydrocarbures. Ils constituent encore le cheval de bataille de notre économie nationale. Notre pays déploie tous ces efforts pour s'extraire de cette dépendance. C'est une nécessité vitale. Outre cela, notre pays va doubler sa population à l'horizon 2025. Enfin, l'Algérie ne fera pas exception à la règle puisque ses ressources en hydrocarbures iront en se réduisant jusqu'à épuisement total. Ce sont autant d'arguments qui plaident en faveur d'une option destinée à promouvoir et à développer les énergies renouvelables. Il ne faut donc plus s'étonner de voir dans le programme présidentiel de relance économique un intérêt, particulier, orienté dans cette perspective. Et, à bien réfléchir, notre pays recèle des potentialités indéniables qui l'autorisent à nourrir de légitimes ambitions dans ce domaine, à telle enseigne qu'il multiplie les initiatives pour s'assurer la maîtrise des sources d'énergie nouvelles et renouvelables. Il faut rappeler qu'en date du 10 août 2004, le législateur a promulgué une loi se rapportant à la promotion des énergies renouvelables dans le cadre du développement durable, tant il est vrai que l'Algérie dispose d'un potentiel d'énergie renouvelables le plus important du bassin méditerranéen. Le temps d'insolation sur, pratiquement, tout le territoire national excède les 2.500 heures par an. Et peut même avoisiner les 3.900 heures par an. Dans le grand Sud et les hauts plateaux, forte de cet atout, l'Algérie s'est donc engagée à déployer des actions et des efforts, non négligeables, en termes de partenariat et de coopération dans la promotion de ces énergies du futur. De gros investissements sont consentis et ce ne sont pas des dépenses inutiles puisqu'ils constituent le nerf de la guerre d'une stratégie Algérienne en matière d'énergie renouvelable, en témoigne d'ailleurs la signature d'un contrat de près de 30 millions d'euros avec le constructeur français Vergnet pour la création de la première ferme éolienne en Algérie, à Adrar plus précisément. Elle sera opérationnelle en 2012. C'est dire que l'option en faveur des énergies nouvelles se matérialise dès maintenant et que l'après-pétrole, pour ce qui concerne notre pays, se dessine en ouvrant de larges perspectives aux énergies du futur seule alternative, et, unique panacée à la fin inéluctable du pétrole.

Mr Mohamed Bouraib

Journaliste

Extrait du journal El Moudjahid